

Sélection du mois de novembre 2016

Le rapport de l'Institut Montaigne – Refonder la sécurité nationale

Le rapport de l'institut Montaigne a été publié en septembre 2016. Il est d'une grande qualité, notamment par sa capacité d'analyse des problèmes fondamentaux de la sécurité française et européenne avec une volonté d'anticiper les évolutions futures.

L'Institut Montaigne réunit des chefs d'entreprise, des hauts fonctionnaires, des universitaires, des personnes issues de la société civile et d'horizons très divers.

L'introduction porte essentiellement sur un rappel historique retraçant l'évolution du djihadisme et souligne également le « réveil des empires ». La Russie a réduit à néant le système de sécurité de l'Union Européenne, tandis que la Chine, l'Iran et la Turquie sont sur la voie de restauration de leur puissance.

On constate que l'UE n'a pas la capacité de protéger son territoire, ni sa frontière. Ce phénomène est doublé par le néo-isolationnisme des Etats Unis, qui risque de se renforcer avec l'arrivée au pouvoir de Donald Trump.

Les auteurs du rapport considèrent que le modèle européen de sécurité est devenu caduc et que de profondes fractures sont à l'œuvre en France. Une partie de la population place la Charia au-dessus des lois de la République, tandis que « la démocratie est affaiblie par l'impuissance des pouvoirs publics, en dépit de l'instauration de l'état d'urgence, et par la montée des populismes ».

L'Union européenne est dans la même situation, composée de sociétés riches, vieillissantes, ouvertes et désarmées, qui font face à des peuples jeunes, pauvres, désespérés et surarmés. Elle est confrontée à l'arrivée de migrants et à l'absence de contrôle à ses frontières.

Les auteurs, qui évoquent une éradication du « poutinisme », semblent ne regarder le monde qu'avec des yeux d'européens et négligent certaines réalités de la pensée locale. Ils n'ont pas pris conscience que l'arrivée dans plusieurs pays du monde de dirigeants forts et autoritaires sur le modèle de Poutine, répondait à une demande des peuples et qu'il y avait là une tendance lourde.

Le mouvement libéral de mai 68, abolissant les frontières, les interdits et la figure paternelle trouve maintenant sa limite et ce mouvement de reflux risque de s'accroître. Il est particulièrement difficile à comprendre, car il faut pouvoir l'analyser sans passion, ni aveuglement.

Le discours des médias sur la montée des populismes, des dictatures et la disqualification de toute autre analyse par une réduction « ad hitlerum » rend difficile une analyse objective et scientifique du phénomène.

Cependant, pour les auteurs, le terrorisme islamiste constitue la première des menaces. D'une façon très pertinente, ils signalent que tous les textes sont disponibles, qu'ils n'ont pas été suffisamment analysés et pris au sérieux, car les auteurs islamistes annonçaient absolument tout.

Ils mettent également l'accent sur le cyberspace qui s'annonce comme un nouvel espace de conflictualité. Les GAFA (Google, Amazon, Facebook, Apple) sont contestés dans les nouveaux empires, qui favorisent l'émergence d'acteurs locaux.

Jean François Revel indiquait que « la démocratie est ce régime paradoxal où est offert, à ceux qui veulent l'abolir, la possibilité unique de s'y préparer dans la légalité ». Les démocraties sont habituées à traiter avec des états et non pas avec des organisations, surtout si elles sont violentes. Le maillon le plus faible étant le système judiciaire.

En ce qui concerne la France, l'organisation de la Défense nationale a été conçue autour de la dissuasion nucléaire avec une composante classique pour des opérations extérieures courtes et limitées. Avec le retour de la guerre, la charge de travail n'est pas supportable par une armée de métier réduite. La situation actuelle est donc le résultat d'une appréciation erronée de l'évolution des menaces à moyen et long terme.

Le même constat est fait pour la police et la gendarmerie. Il y a une absence de vision ayant entraîné une absence de compréhension claire des menaces et donc une absence de doctrine d'emploi. Lorsque la réalité du terrain a engendré des besoins opérationnels extrêmement importants, le système policier s'est effondré. La complexité de la procédure pénale a entraîné aussi des difficultés croissantes pour les enquêteurs.

En matière de sécurité, à part le ministère de la défense, il y a une absence chronique d'organisme chargé de la réflexion.

Ce que l'on peut regretter est le fait que les auteurs ne vont pas au bout de leur constat. A plusieurs reprises, ils notent que le système politique et de sécurité tend vers un effondrement prochain dans les années 2020 ou 2025, mais leurs propositions n'envisagent jamais la création d'un nouveau système. Elles sont circonscrites au sauvetage du système actuel.

Ils constatent que face à la désintégration de l'ordre mondial, la remontée des crises, l'arrivée des nationalismes, des « démocraties » et l'avènement du terrorisme, les dirigeants européens n'ont pas été à la hauteur. Ces phénomènes ont été totalement incompris.

Les auteurs du rapport concluent que, face à l'islam radical et aux ambitions des empires, si nous poursuivons au rythme actuel, nous serons bientôt défaits. Si l'impuissance des gouvernements se poursuit, il pourrait y avoir en France une bascule vers l'extrémisme.